



**NATIONS
UNIES**



**CONVENTION-CADRE SUR
LES
CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

Distr.
GENERALE

FCCC/IDR.1(SUM)/SWE
12 décembre 1995

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

RESUME

du

RAPPORT DE L'EXAMEN APPROFONDI DE LA COMMUNICATION NATIONALE

de la

SUEDE

(Le texte intégral du rapport (en anglais seulement) est publié sous la cote FCCC/IDR.1/SWE.)

Equipe d'examen :

José Domingos Gonzalez Miguez (Brésil)
Katya Simeonova (Bulgarie)
William Hohenstein (Etats-Unis d'Amérique)
Carmen Schlosser (secrétariat de la CCNUCC)
Peer Stiansen (secrétariat de la CCNUCC, coordonnateur)

Résumé 1/

1. L'examen approfondi de la communication nationale a été réalisé entre mars et juillet 1995 et a été marqué par une visite de l'équipe, du 13 au 17 mars 1995. L'équipe se composait d'experts du Brésil, de la Bulgarie et des Etats-Unis d'Amérique. Depuis qu'elle a soumis sa communication, la Suède a changé de gouvernement et adhéré à l'Union européenne. Par eux-mêmes, ces changements ne devraient avoir aucune conséquence majeure sur la politique suédoise en matière d'évolution du climat.
2. L'équipe a estimé que la communication suivait en règle générale le schéma tracé dans les directives. Dans certains domaines, tels que l'évaluation des puits de carbone et l'estimation des effets des mesures prises, les méthodes décrites étaient particulièrement novatrices et/ou perfectionnées. Dans d'autres, les documents ou informations supplémentaires fournis lors de la visite ont complété et précisé la communication.
3. Parmi les conditions propres à la Suède, il importe de relever que 95 % de l'électricité produite est d'origine hydraulique ou nucléaire. En outre, le système suédois d'approvisionnement en énergie repose dans une large mesure sur les biocombustibles et le chauffage urbain, tandis que les combustibles fossiles sont chers et lourdement taxés pour la plupart des utilisateurs. De ce fait, le niveau des émissions de dioxyde de carbone (CO₂) par habitant (7 tonnes) est plus faible que dans les autres pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), où il atteint environ 12 tonnes en moyenne. Il convient également de noter l'ouverture de l'économie, caractérisée par l'interdépendance du marché intérieur et du marché international de l'énergie et des produits industriels. La décision de renoncer à l'emploi de l'énergie nucléaire d'ici 2010, adoptée par référendum en 1980, et les restrictions au développement de l'hydroélectricité constituent d'autres caractéristiques déterminantes de portée générale.
4. Les émissions de CO₂ ont été réduites de 40 % entre 1970 et 1990, à la faveur du développement de l'énergie nucléaire, de l'hydroélectricité et de l'efficacité énergétique. Actuellement, les transports constituent la principale source des émissions de CO₂ : 38 % du volume total en 1990.
5. Le Riksdag (parlement) a fixé comme objectif la stabilisation des émissions de CO₂ dues aux combustibles fossiles à leur niveau de 1990 en l'an 2000, et leur diminution à compter de cette date. Qui plus est, les émissions de méthane provenant des décharges seront réduites de 30 % entre 1990 et l'an 2000. L'équipe a conclu que la Suède avait adopté une démarche globale vis-à-vis des changements climatiques, notamment en s'efforçant de traiter toutes les sources et les puits dans le cadre d'inventaires, de projections et de politiques et mesures appropriées. Un certain nombre de politiques et de mesures ont été mises en oeuvre, la principale étant l'introduction, en 1991, d'une taxe sur les émissions de CO₂ qui frappe à présent environ 75 % de celles-ci et qui, associée à d'autres mesures fiscales, devrait être responsable de 70 % des effets

1/ Conformément à la décision 2/CP.1, le texte intégral du rapport a été communiqué au Gouvernement suédois qui n'a fait aucun commentaire.

des mesures en l'an 2000. L'équipe a également conclu que les grandes décisions sectorielles (énergie, finance et fiscalité, programmes de développement, déchets, agriculture et foresterie, etc.) avaient tenu compte des préoccupations en matière de changement climatique, même si la Suède reconnaît que des efforts restent à faire dans certains domaines.

6. L'équipe a noté que les effets des mesures en place étaient déjà considérables et que les émissions de CO₂ devraient, en l'an 2000, être inférieures de 14 % (10 400 gigagrammes (Ggs)) aux projections réalisées pour la même année sur la base des mesures et politiques en place en 1990. Ce résultat sera atteint essentiellement grâce à des mesures fiscales. Toutefois, les mesures actuelles ne devraient pas suffire pour stabiliser totalement, en l'an 2000, les émissions de CO₂ (en augmentation de 4 % selon les projections) ni des autres gaz à effet de serre (en hausse de 5 %) à leur niveau de 1990. La progression des émissions de CO₂ est due au secteur des transports (16 %), qui en est la principale source, ainsi qu'à un retour des émissions du secteur de l'énergie et de la transformation à leur niveau moyen, après une année (1990) marquée par des températures particulièrement douces et d'abondantes précipitations qui avaient permis une réduction de la demande de chauffage et un accroissement de la production d'électricité. Les émissions risquent d'augmenter d'ici 2005 (de 11 % pour celles de CO₂ et de 9 % pour celles de l'ensemble des gaz) si de nouvelles mesures ne sont pas prises. De telles mesures, en particulier une généralisation de la taxe sur les émissions de CO₂, nécessiteraient le plus souvent, selon la Suède, une coordination internationale. Si la Suède mène à bien sa décision de renoncer à l'emploi de l'énergie nucléaire en 2010, les émissions de CO₂ augmenteront probablement dans des proportions considérables.

7. Les forêts suédoises constituent un immense réservoir de carbone. Toutefois, bien que leur capacité d'absorption demeure élevée par rapport aux émissions de CO₂, le niveau de retenue nette risque de se stabiliser dans quelques décennies. Le maintien à son niveau actuel du volume de carbone stocké par les forêts exigera une politique forestière durable et continue.

8. L'équipe a estimé que la Suède, pays habitué à une importante variabilité du climat naturel, n'avait pris aucune mesure spécifique pour s'adapter aux effets des changements climatiques. Des études sont néanmoins en cours et il est admis que cette question, et tout particulièrement la vulnérabilité de certains secteurs de l'économie, doit faire l'objet d'un examen plus approfondi. La hausse du niveau de la mer ne pose pas véritablement problème, car le rythme de l'élévation du plateau continental est plus rapide que l'évolution prévue du niveau de la mer.

9. La Suède a apporté sa contribution au Fonds pour l'environnement mondial (FEM), tant lors de la phase d'expérimentation que lors de sa reconstitution (1994-1997). Des ressources supplémentaires sont allouées aux projets visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre dans les pays d'Europe orientale. L'aide publique au développement reste largement supérieure à 0,7 % du PNB, et ce depuis de nombreuses années, malgré une récente contraction provoquée par la récession économique. En 1993, selon les statistiques établies par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, elle représentait 0,98 % du PIB.

10. L'équipe a noté que l'évolution de la politique suédoise en matière de changements climatiques s'inscrivait dans un processus ininterrompu, dans lequel les conclusions des commissions parlementaires qui travaillaient sur la politique énergétique, la réforme de la taxe écologique et les problèmes liés aux transports au moment de la mission pourraient motiver certains aménagements.
